

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1995 B 02479

Numéro SIREN : 402 523 088

Nom ou dénomination : 3D PLUS

Ce dépôt a été enregistré le 16/04/2021 sous le numéro de dépôt 10137

3D PLUS

Société par actions simplifiée

408 rue Hélène Boucher

78630 BUC

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 octobre 2020

3D PLUS

Société par actions simplifiée

408 rue Hélène Boucher

78630 BUC

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 octobre 2020

A l'associé unique de la société 3D PLUS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 3D PLUS relatifs à l'exercice clos le 31 octobre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er novembre 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme

significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 18 janvier 2021

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'S' followed by a vertical line and a horizontal stroke.

Stéphane MENARD

Comptes annuels



3D PLUS

Actif		Exercice au 31/10/2020			Exercice précédent	
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	au 31/10/2019	
Capital souscrit non appelé						
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de développement	6 006 403	5 325 999	680 404	916 736
		Concessions, brevets et droits similaires	4 761 671	4 431 934	329 736	371 357
		Fonds commercial (1)				
		Autres immobilisations incorporelles				
		Immobilisations incorporelles en cours	956 038		956 038	583 786
	Avances et acomptes					
	TOTAL	11 724 112	9 757 933	1 966 179	1 871 880	
	Immobilisations corporelles	Terrains	79 000		79 000	
		Constructions	5 096 614	2 500 858	2 595 755	3 022 170
		Inst. techniques, mat. out. industriels	12 350 272	7 416 818	4 933 453	4 774 848
		Autres immobilisations corporelles	2 207 387	1 446 306	761 081	875 336
		Immobilisations en cours	779 110		779 110	99 002
		Avances et acomptes				12 445
	TOTAL	20 512 384	11 363 982	9 148 401	8 783 802	
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations évaluées par équivalence				
		Autres participations	1 000		1 000	1 000
		Créances rattachées à des participations				
		Titres immob. de l'activité de portefeuille				
		Autres titres immobilisés				
		Prêts	10 046		10 046	20 092
	Autres immobilisations financières	49 731		49 731	48 672	
	TOTAL	60 777		60 777	69 765	
Total de l'actif immobilisé		32 297 274	21 121 916	11 175 358	10 725 448	
Actif circulant	Stocks	Matières premières, approvisionnements	9 030 393	3 303 577	5 726 816	6 556 425
		En cours de production de biens	2 881 495		2 881 495	2 783 410
		En cours de production de services				
		Produits intermédiaires et finis	12 393 805	5 703 675	6 690 130	6 623 222
		Marchandises				
	TOTAL	24 305 693	9 007 252	15 298 441	15 963 058	
	Avances et acomptes versés sur commandes		142 910		142 910	127 319
	Créances ⁽³⁾	Clients et comptes rattachés	8 972 818	80 849	8 891 968	4 114 095
		Autres créances	25 112 261		25 112 261	26 122 614
		Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL	34 085 079	80 849	34 004 229	30 236 710		
Divers	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)					
	Instruments de trésorerie					
	Disponibilités	8 564 289		8 564 289	7 437 096	
TOTAL	8 564 289		8 564 289	7 437 096		
Charges constatées d'avance		271 960		271 960	313 035	
Total de l'actif circulant		67 369 934	9 088 101	58 281 832	54 077 220	
Frais d'émission d'emprunts à étaler						
Primes de remboursement des emprunts						
Écarts de conversion actif		3 660		3 660	14 816	
TOTAL DE L'ACTIF		99 670 869	30 210 018	69 460 850	64 817 485	
Renvois : (1) Dont droit au bail				11 105	20 092	
(2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					22 908 660	
(3) Dont créances à plus d'un an (brut)						
Clause de réserve de propriété		Immobilisations	Stocks	Créances clients		

3D PLUS

Passif		Au 31/10/2020	Exercice précédent
Capitaux propres	Capital (dont versé : 1 554 867)	1 554 867	1 554 867
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 601 920	1 601 920
	Ecarts de réévaluation		
	Ecarts d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale	155 487	155 487
	Réserves statutaires		
	Réserves réglementées	14 265	14 265
	Autres réserves	31 140 407	16 973 151
	Report à nouveau		
Aut. fonds propres	Résultats antérieurs en instance d'affectation		
	Résultat de la période (bénéfice ou perte)	14 228 730	14 167 256
	Situation nette avant répartition	48 695 677	34 466 947
	Subvention d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total		48 695 677	34 466 947
Provisions	Titres participatifs		
	Avances conditionnées	602 334	635 238
Total		602 334	635 238
Dettes	Provisions pour risques	3 660	14 816
	Provisions pour charges	252 000	442 000
Total		255 660	456 816
Dettes	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers (3)	3 857 627	14 510 972
	Total	3 857 627	14 510 972
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)	1 519 139	1 749 635
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 919 995	3 325 512
	Dettes fiscales et sociales	9 707 676	9 139 273
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	267 621	159 399
Autres dettes	Autres dettes	612 076	371 198
	Instruments de trésorerie		
Total		14 507 369	12 995 383
Produits constatés d'avance			
Total des dettes et des produits constatés d'avance		19 884 136	29 255 991
Écarts de conversion passif		23 042	2 491
TOTAL DU PASSIF		69 460 850	64 817 485
Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques (3) dont emprunts participatifs	Crédit-bail immobilier	671 311	993 111
	Crédit-bail mobilier		
	Effets portés à l'escompte et non échus		
	Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an à moins d'un an	18 364 997	14 503 025
			13 003 329

3D PLUS

Périodes 01/11/2018 31/10/2019 Durées 12 mois
01/11/2019 31/10/2020 12 mois

		France	Exportation	Total	Exercice précédent
Produits d'exploitation (1)	Ventes de marchandises				
	Production vendue : - Biens	2 796 845	50 761 214	53 558 060	55 813 017
	- Services	589 555	861 482	1 451 037	2 276 304
	Chiffre d'affaires net	3 386 400	51 622 697	55 009 097	58 089 322
	Production stockée			927 311	1 734 718
	production immobilisée			808 098	482 102
	Produits nets partiels sur opérations à long terme				
	Subventions d'exploitation			364 285	191 210
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			189 356	1 972 619
	Autres produits			263 740	288 482
	Total			57 561 889	62 758 454
Charges d'exploitation (2)	Marchandises Achats				
	Variation de stocks				
	Matières premières et autres approvisionnements Achats			5 335 686	6 205 348
	Variation de stocks			371 123	-179 618
	Autres achats et charges externes (3)			8 959 477	10 908 232
	Impôts, taxes et versements assimilés			1 042 718	1 116 429
	Salaires et traitements			12 796 623	12 951 683
	Charges sociales			5 053 372	5 083 349
	Dotations amortissements			2 878 328	2 809 554
	d'exploitation sur actif circulant			1 317 812	1 834 286
	pour risques et charges			3 660	14 816
	Autres charges			581 271	163 747
	Total			38 340 075	40 907 830
	Résultat d'exploitation	A		19 221 814	21 850 624
Opér. commun	Bénéfice attribué ou perte transférée		B		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		C		
Produits financiers	Produits financiers de participations (4)			308 523	96 616
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)				
	Autres intérêts et produits assimilés (4)			6 178	1 095
	Reprises sur provisions, transferts de charges			14 614	
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total			329 316	97 711
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions				
	Intérêts et charges assimilées (5)			312 261	205 387
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total			312 261	205 387
	Résultat financier	D		17 054	-107 676
	RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A ± B - C ± D)	E		19 238 869	21 742 948

3D PLUS

Périodes 01/11/2018 31/10/2019 Durées 12 mois
01/11/2019 31/10/2020 12 mois

		Total	Exercice précédent
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	74 226	66 369
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		539
	Reprises sur provisions et transferts de charge	190 000	
	Total	264 226	66 908
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 692	104 735
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	191	538
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		342 000
	Total	4 883	447 273
Résultat exceptionnel		F 259 342	-380 365
Participation des salariés aux résultats		G 1 369 964	1 609 546
Impôt sur les bénéfices		H 3 899 517	5 585 780
BÉNÉFICE OU PERTE (± E ± F - G - H)		14 228 730	14 167 256
Renvois			
(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs	3 366	
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier - redevances de crédit-bail immobilier	321 800	321 800
(4) Dont	produits concernant les entités liées		
(5) Dont	intérêts concernant les entités liées		

1 Faits caractéristiques de l'exercice

1.1 Événements principaux

A la date du 16 Mars 2020, le gouvernement français a édicté des dispositions strictes relatives à l'épidémie de Covid-19 en cours en Europe et dans le monde. De telles mesures ont également été imposées dans les pays avec lesquels travaille 3D Plus.

La volonté première de la direction du groupe Heico et de 3D Plus en France a été de préserver la santé de ses collaborateurs et des mesures ont été prises en ce sens et ont évolué avec la situation.

La société a ainsi eu recours à l'activité partielle sur les mois de Mars à Juin 2020, d'abord pour l'ensemble du personnel puis avec un retour progressif "à la normale". Le Télétravail a été favorisé lorsqu'il était possible.

La production n'a pas été interrompue et le volume d'activité est resté satisfaisant.

L'entreprise n'a pas eu recours à d'autres aides que l'activité partielle mais a toutefois bénéficié du report d'échéances sociales (URSSAF Mars et Avril pour 1 385 894€ ; échéancier non arrêté à la date de la clôture 2020, du fait de l'organisme collecteur).

Aucun autre événement ni fait significatif n'est survenu au cours de l'exercice.

1.2 Événements postérieurs à la clôture

N'ayant que peu subi la première vague de la pandémie, 3 D Plus aborde avec sérénité le nouvel exercice. Les perspectives de croissance pourraient toutefois se trouver ralenties par les décisions de divers acteurs du secteur, mais il est pour l'instant difficile d'en mesurer les incidences qui pourraient affecter le moyen terme plus que le court terme.

1.3 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général, en précisant que celui-ci correspond au règlement ANC n°2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

- Aucun coût d'emprunt n'a été comptabilisé en immobilisation.
- Les frais d'acquisitions sont comptabilisés en charges.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur fin exercice
Incorporelles	Frais d'établissement et de développement – TOTAL I	5 655 665	350 738	-	6 006 403
	Autres postes d'immobilisations incorporelles – TOTAL II	5 194 642	583 175	60 108	5 717 709
Corporelles	Terrains	-	79 000	-	79 000
	Construction sur sol propre	-	-	-	-
	Construction sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agencts et am. des constructions	5 096 614	-	-	5 096 614
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 283 474	1 557 950	491 152	12 350 272
	Installations générales, agencements, aménagements divers	889 843	103 446	-	993 289
	Matériel de transport	4 650	-	-	4 650
	Matériel de bureau et mobilier informatique	1 155 984	55 552	2 087	1 209 448
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	99 002	1 569 110	889 002	779 110
	Avances et acomptes	12 445	-	12 445	-
TOTAL III		18 542 012	3 365 059	1 394 686	20 512 384
Financière	Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
	Autres participations	1 000	-	-	1 000
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immobilisations financières	68 765	1 059	10 046	59 778
TOTAL IV		69 765	1 059	10 046	60 778
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		29 462 084	4 300 030	1 464 840	32 297 275

2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement - TOTAL I		4 738 929	587 070	-	5 325 999
Autres immobilisations incorporelles - TOTAL II		4 239 498	192 437	-	4 431 934
Terrains		-	-	-	-
Constructions	Sur sol propre	-	-	-	-
	Sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. Générales, agencements et aménagements des constructions	2 074 444	426 414	-	2 500 858
Installations techniques, matériel et outillage Industriels		6 508 626	1 399 344	491 152	7 416 819
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, aménagements divers	390 702	116 474	-	507 177
	Matériel de transport	452	1 550	-	2 002
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	783 985	155 039	1 896	937 127
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
TOTAL III		9 758 209	2 098 822	493 048	11 363 983
TOTAL GÉNÉRAL. (I+II+III)		18 736 636	2 878 328	493 048	21 121 916

2.1.2.1 Durées d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Incorporels		
Frais de développement	Linéaire	3
Brevets déposés par 3D Plus	Linéaire	5
Brevets acquis	Linéaire	20
Logiciels et progiciels acquis ou produits	Linéaire	3
Frais du site Internet	Linéaire	3
Corporels		
Constructions ^(*)	Linéaire	5/20 ans
Aménagements des constructions	Linéaire	5/10 ans
Matériel industriel	Linéaire	3/5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3/5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5/10 ans

(*) 3 D Plus applique la méthode par composant.

2.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Cf. 2.1.2 et 2.1.3

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	8 978 427	779 507	-	-	-	9 757 933
Corporelles	9 758 209	2 098 822	-	493 048	-	11 363 983
Financières	-		-		-	-
TOTAL	18 736 636	2 878 328	-	493 048	-	21 121 916

2.1.4 Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé.

2.1.4.1 Frais de développement

Les frais de développement d'un montant de 6 006 403 € correspondent aux projets terminés immobilisés.

Les frais de développement des projets terminés sont immobilisés chaque année. Les frais de développement des projets n'ayant pas de sérieuses chances de réussite sont comptabilisés en charges. Les frais de développement des projets non terminés sont comptabilisés en immobilisations incorporelles en cours et ne font pas l'objet d'amortissement.

Les frais de développement immobilisés sont constitués par plusieurs éléments de charges. Ces charges sont des coûts humains, des coûts d'achat de matières, des coûts indirects, de sous-traitance et de logiciels.

Types de dépenses	Charges	Immobilisations	Durée d'amortissement
<i>Frais de développement Année 2008</i>		323 089 €	3 ans
<i>Frais de développement Année 2009</i>		390 669 €	3 ans
<i>Frais de développement Année 2010</i>		502 023 €	3 ans
<i>Frais de développement Année 2011</i>		356 934 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2012</i>		415 488 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2013</i>		76 053 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2014</i>		719 879 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2015</i>		683 849 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2016</i>		265 164 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2017</i>		751 491 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2018</i>		654 035 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2019</i>		516 991 €	3 ans
<i>Frais de développement au 31/10/2020</i>		350 738 €	3 ans
Total		6 006 403 €	

2.1.4.2 Marques et brevets

Tous les brevets détenus par la société ont fait l'objet d'une inscription en immobilisation (même en valeur zéro). Hors annuité, les frais spécifiques à ces brevets déposés sont également immobilisés.

Les brevets sont comptabilisés pour 1 359 462 €.
Les marques sont comptabilisées pour 14 378 €.

2.1.4.3 Immobilisations incorporelles en cours

Ce poste intègre essentiellement les frais de développement des projets non encore terminés qui représentent 951 898 € contre 570 601 € au 31 octobre 2019.

2.1.4.4 Immobilisations corporelles en cours

Ce poste correspond :

- Pour 711 000 € à l'acquisition d'un bâtiment qui va devoir être restructuré pour répondre aux besoins de l'entreprise.
- pour 68 110 € à du matériel industriel en cours contre 99 002 € au 31 octobre 2019.

2.1.5 Informations financières

2.1.5.1 Prêts consentis

Solde du prêt consenti l'exercice précédent à un fournisseur dans le cadre des dispositions de la loi Macron : 10 046 €

2.1.5.2 Autres immobilisations financières

Dépôt de garantie : 49 732 €

2.1.5.3 Titres de participation

Informations financières	Capitaux propres avant résultat	Q/P capital détenu	VNC des titres	C.A. HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice
Filiales (+50%)					
Bernier Connect	366 144	100%	1000	10 520 845	1 837 588

2.2 Actif circulant

2.2.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	9 030 393	3 303 577	5 726 816
• Dont stock en transit	44 540		44 540
En cours de production de biens	2 881 495		2 881 495
En cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis	12 393 806	5 703 675	6 690 131
• Produits intermédiaires	1 653 343	386 430	1 266 913
• Produits finis	10 740 463	5 317 245	5 423 218
• Produits en transit			
TOTAL	24 305 694	9 007 252	15 298 442

2.2.2 Stocks de produits achetés

Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode du CUMP (Coût Unitaire Moyen Pondéré).

Le coût d'achat est composé uniquement du prix d'achat des matières concernées.

2.2.3 Stocks de produits fabriqués

Les stocks fabriqués sont évalués à leur coût de production y compris les frais d'approvisionnement. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

2.2.4 Coûts d'emprunts intégrés aux stocks

Aucun coût d'emprunt n'a été intégré aux valeurs de stock.

2.2.5 Méthodes de dépréciation des stocks

2.2.5.1 Dépréciation des matières premières, fournitures et produits semi-ouvrés

- Par lot, à compter de la date d'entrée en stocks ;
- Calcul de la provision sur l'âge en stock :
 - 0% jusqu'à moins de 24 mois d'âge ;
 - 50 % de 24 mois à 36 mois ;
 - 75% de 36 mois à 48 mois ;
 - 100% à partir de 48 mois.

2.2.5.2 Dépréciation des produits finis

- Par lot, à compter de la date d'entrée en stocks ;
- Calcul de la provision sur l'âge en stock :
 - 0% jusqu'à moins de 24 mois d'âge ;
 - 50 % de 24 mois à 36 mois ;
 - 100% à partir de 36 mois ;
- Provisionnement à 100% des articles dont le nombre par lot ne dépasse pas 5.

2.2.6 Actif circulant / dépréciations

2.2.6.1 Tableau des dépréciations de l'actif

Rubriques (a)	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Stocks	7 786 447	1 236 963	16 158	9 007 252
Créances	93 815	80 850	93 815	80 850
Autres	-	-	-	-
TOTAL	7 880 262	1 317 813	109 973	9 088 102

2.2.6.2 Dépréciation des stocks

Cf. 2.2.5

2.2.6.3 Dépréciation des créances clients

Les créances clients sont dépréciées en application des règles groupe, en fonction de l'ancienneté de la créance selon les règles suivantes (aménagées au 01/04/2020) :

- De 121 à 150 jours : dépréciation de 15%
- De 151 à 180 jours : dépréciation de 25%
- De 181 à 270 jours : dépréciation de 50%
- De 271 à 360 jours : dépréciation de 75%
- Supérieures à 360 jours : dépréciation de 100%

Une dépréciation des créances clients douteuses a été constatée au 31 octobre 2020 pour 80 850 €

2.2.6.4 Dépréciation des autres créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.2.7 Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs, avoirs à recevoir	13 404
Subventions	1 166
Crédits d'impôts	2 809 521
Organismes sociaux, produits à recevoir	14 678
Total	2 838 769

2.2.7.1 Crédit d'impôt recherche

La société, compte tenu de ses travaux de recherche, bénéficie du Crédit d'impôt recherche. A l'actif figure une créance de 2 366 854 € ; cette créance correspond au crédit d'impôt recherche de l'année civile 2019 pour 1 529 521 € qui sera imputé sur le solde d'impôt sur les sociétés 2019/2020 et à un crédit d'impôt recherche de l'année civile 2020 (10 mois) évalué à 1 250 000 € qui sera imputé sur le solde de l'impôt sur les sociétés 2020/2021.

2.2.7.2 Subventions à recevoir

Les subventions à recevoir sont comptabilisées selon les "cost statements" établis et transmis aux organismes concernés.

2.2.8 Ecart de conversion actif

Clients	Fournisseurs	Total Ecart de conversion
3 660		3 660

2.2.9 Charges constatées d'avance

Ce poste s'élève à 271 961 € au 31 octobre 2020 et correspond à des charges courantes supportées concernant une période postérieure à la date d'établissement de la clôture.

2.3 Capitaux propres

2.3.1 Capital social

Le capital est composé de 1 554 867 actions de 1 euro de valeur nominale.

Aucun mouvement n'est à signaler sur la période concernée par cette clôture.

2.3.1.1 Identité de la société mère consolidant les comptes de la Société

Heico Electronic Technologies Corp. (Florida, USA)

2.3.2 Variation des capitaux propres

Libellés	N-1	+	-	N
Capital	1 554 867	-	-	1 554 867
Réserves, primes et écarts	18 744 824	14 167 257	-	32 912 081
Report à nouveau	-	-	-	-
Résultat	14 167 257	14 228 730	14 167 257	14 228 730
Subventions d'investissement	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-
Autres	635 238	26 974	59 877	602 335
TOTAL	35 102 186	28 422 961	14 227 134	49 298 013

2.3.3 Autres fonds propres

- Inclus dans la ligne « autres » des capitaux propres.
- Des avances conditionnées ont été perçues pour 602 335 € au 31 octobre 2020 pour les opérations et programmes ci-dessous :
 - OSEO, Projet « Smartlab » pour un montant de 274 805 €, déjà constatés l'exercice précédent ; l'avance remboursable prévue au total représentera 356 015 € remboursable dès l'atteinte d'un montant cumulé de chiffre d'affaires généré par la vente des produits issus du projet de 300 000 € et en fonction d'un échéancier.
 - AURIGA (BPI), Projet « Piave » pour un montant de 226 685 €, pour 286 563 € constatés l'exercice précédent. L'avance remboursable prévue est plafonnée à 365 516 € et sera remboursable par annuité au pourcentage du chiffre d'affaires (tel que défini au contrat) à concurrence de 471 518 €.
- Des intérêts à payer ont été provisionnés sur ces avances pour 100 844 €.

2.4 Passifs et provisions

2.4.1 Provisions

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (C)
Provisions réglementées	-	-	-	-
Provisions pour risques	14 817	3 660	14 817	3 660
Provisions pour charges	442 000	-	190 000	252 000
TOTAL	456 817	3 660	204 817	255 660

2.4.1.1 Provisions pour risques et charges

Nature des Provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour pertes de change	14 817	3 660	14 817	3 660
Provisions pour impôts	442 000	-	190 000	252 000
TOTAL	456 817	3 660	204 817	255 660

	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	458 817		3 660	14 817	190 000		255 660
Provisions pour charges							
TOTAL	458 817		3 660	14 817	190 000		255 660

2.4.1.2 Evaluation des provisions pour risques et charges

- La provision pour risque correspond à une provision constatée pour faire face aux pertes latentes de change pour 3 660 €, correspondant au montant de l'écart de conversion actif au 31 octobre 2020.
- Une provision a été dotée sur l'exercice à hauteur de 252 000 € liée à une proposition de redressement actuellement contestée par l'entreprise.

2.4.2 Charges à payer

Charges à payer	Montant
Intérêts courus sur avances conditionnées	100 844 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 802 444 €
Dettes fiscales et sociales	6 746 086 €
Total	8 649 374 €

2.4.3 Avances et acomptes reçus sur commandes

Ce poste regroupe les acomptes clients perçus sur livraisons à venir à hauteur de 1519 139 €

2.4.4 Autres dettes

Ce poste comprend les acomptes sur subventions pour 612 077 €.

2.4.5 Ecart de conversion passif

Clients	Fournisseurs	Total Ecart de conversion
	23 042	23 042

2.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES			Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations		-	-	-
	Prêts		-	-	-
	Autres immobilisations financières		49 732	1 059	48 673
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		-	-	-
	Autres créances clients		8 972 818	8 972 818	-
	Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie*	Provisions pour dépréciation antérieurement constituée*	10 046	10 046	-
	Personnel et comptes rattachés		1 077	1 077	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		14 679	14 679	-
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	2 809 521	2 809 521	-
		Taxe sur la valeur ajoutée	410 667	410 667	-
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
		Divers	10 354	10 354	-
	Groupe et associés		21 813 800	21 813 800	-
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		52 164	52 164	-
	Charges constatées d'avance		271 961	271 961	-
TOTAL			34 416 818	34 368 145	48 673

Prêts Accordés en cours d'exercice	-
Remboursements obtenus en cours d'exercice	-

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers		5 000	5 000	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		3 804 435	3 804 435	-	-
Personnel et comptes rattachés		5 454 907	5 454 907	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		3 476 073	3 476 073	-	-
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	592 194	592 194	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	8 257	8 257	-	-
	Obligations cautionnées	-	-	-	-
	Autres impôts, taxes et assimilés	788 323	788 323	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		383 182	383 182	-	-
Groupe et associés		3 852 627	3 852 627	-	-
Autres dettes (dont relatives à des opérations de pension de titres)		-	-	-	-
Dettes représentative de titres empruntés ou remis en garantie		-	-	-	-
Produits constatés d'avance		-	-	-	-
TOTAL		18 364 997	18 364 997	-	-

Emprunts souscrits en cours d'exercice	-
Emprunts remboursés en cours d'exercice	-
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physique à la clôture	-

2.6 Compte de résultat

2.6.1 Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Export et communautaire	Total
Ventes marchandises	-	-	-
Production vendue :	2 796 845	50 761 215	53 558 060
- Biens	589 555	861 482	1 451 038
- Services			
Chiffre d'affaires net	3 386 401	51 622 697	55 009 098

Secteur d'activité / Marché géographique	01/11/2019 au 31/10/2020	01/11/2018 au 31/10/2019	01/11/2017 au 31/10/2018
Ventes Produits Finis France	2 791 053 €	3 009 991 €	3 485 600 €
Ventes Produits Finis CEE	7 348 827 €	3 232 361 €	3 714 828 €
Ventes Produits Finis Export	43 879 328 €	49 570 666 €	44 017 484 €
Prestations Etude France	585 595 €	1 401 375 €	660 350 €
Prestations Etude CEE	186 178 €	337 523 €	93 750 €
Prestations Etude Export	62 156 €	193 671 €	198 461 €
Prestations Sous-Traitance France	3 960 €	28 560 €	21 500 €
Prestations sous-traitance CEE	369 862 €	48 430 €	108 300 €
Prestations Sous-Traitance Export	380 224 €	264 996 €	0 €
Ports et Frais	0 €	1 750 €	690 €
Produits des activités annexes	5 792 €	0 €	0 €
Chiffre d'affaires net	55 009 098 €	58 089 323 €	52 300 963 €

2.6.2 Autres informations

2.6.2.1 Production immobilisée

La production immobilisée correspond aux frais de développement engagés sur l'exercice clos au 31 octobre 2020 et représentent un montant de 808 098 €. Aucun frais financier n'est intégré à cette production immobilisée.

Les frais de développement immobilisés sont constitués par plusieurs éléments de charges. Ces charges sont des coûts humains, des coûts d'achat de matières, de sous-traitance et de logiciels.

2.6.2.2 Transferts de charges

- Exploitation : Remboursements sociaux divers: 41 526 €
- Exploitation : Frais refacturés : 37 655 €

2.6.3 Résultat financier

Le résultat financier est positif de 17 054 €; il est composé des éléments suivants :

- Des intérêts de compte-courant perçus pour 308 523 €
- Des intérêts moratoires perçus pour 6 178 €
- De reprise de provisions pour 14 615 €
- Des charges d'intérêts courus sur avances remboursables pour 34 970 €.
- Des intérêts de compte-courant versés pour 277 292 €
- En conformité avec le règlement ANC 2015-05 les écarts de change à caractère commercial sont comptabilisés en exploitation.

2.6.4 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est positif de 259 342 €, se décomposant en :

- Régularisations diverses dégageant un produit de 74 226 €,
- Reprise de provision de 190 000 €, (Cf 2.4.1.2).
- Indemnité versée de 4 692 €,
- Pénalités de 2 760 €,

3 Informations relatives à la fiscalité

3.1 Impôt sur les bénéfices

3.1.1 Ventilation

		Résultat courant	Résultat exceptionnel
Résultat avant impôts		19 238 869	259 342
Impôt au taux de :	28%	140 000	
	31%	5 464 209	21 496
Crédits d'impôts		-1 726 188	-
Participation des salariés		1 369 964	
Résultat après impôts		13 990 884	237 846

Méthode employée :

Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

Crédits d'impôts :

- Crédit d'impôt recherche : 1 696 188 €
- Crédit d'impôt mécénat : 30 000 €

3.1.2 Impôt différé

L'impôt payé d'avance au titre des charges non déductibles l'année de leur comptabilisation se compose comme suit :

Bases

- Participation des salariés 1 369 965
- Effort construction 41 298
- Organic 49 483
- Gain de change 23 042
- Dépréciation clients 80 850

Taux d'imposition ⁽¹⁾

31%

Créance d'impôt différé

485 037

⁽¹⁾ Taux de droit commun applicable à l'exercice clos

4 Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

4.1 Engagements financiers donnés et reçus

4.1.1 Engagements donnés:

- Caution financière en faveur de la fondation partenariale Van Allen :

Engagement de payer à ladite fondation un montant de 150 000€ réparti en 50 000 € par an durant 3 ans. Cet engagement est conforté par une garantie bancaire (Société Générale). 3 versements de 50 000 € ont été effectués au cours des exercices fiscaux 2018 à 2020.

Un nouvel engagement a été signé pour la période 2021 à 2023, 3D Plus s'engageant à verser 50 000 € en 2021, également conforté par une garantie bancaire.

4.1.2 Les engagements de retraites et avantages assimilés

Engagements retraite		Montant hors charges	Charges	Total
Indemnités de départ en retraite	Cadres	386 515 €	176 931 €	560 446 €
	Non cadres	201 070 €	90 482 €	
		587 585 €	264 413 €	851 998 €
Engagements de pension à d'anciens dirigeants		-	-	-
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite		-	-	-

Notre entité ne provisionne pas les engagements retraite.

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés :

1. Taux d'actualisation : 0,40 %
2. Taux d'évolution des rémunérations : 3 %
3. Taux de turn over : Statistique DARES 2008 Secteur Activité « Composants électriques et électroniques »
4. Pourcentage de survie : Table de mortalité (par sexe) INSEE t68_fm 2004-2006.

4.1.3 Engagements pris en matière de crédit-bail

	Terrains	Constructions	Matériel et outillages	Autre	Total
Valeur d'origine	120 000 €	(¹) 2 893 438 €			(¹) 3 013 438
Amortissements :					
• Cumuls exercices antérieurs		1 585 514 €			1 585 514 €
• Dotation de l'exercice		213 610 €			213 610 €
TOTAL	0 €	1 799 124 €			1 799 124 €
Redevances payées :					
• Cumuls exercices antérieurs		2 547 998 €			2 547 998 €
• Exercices		321 800 €			321 800 €
TOTAL		2 869 798 €			2 869 798 €
Redevances restant à payer :					
• A 1 an au plus		321 800 €			321 800 €
• A plus d'1 an et 5 ans au plus		349 510 €			349 510 €
• A plus de 5 ans					
TOTAL		671 310 €			671 310 €
Valeur résiduelle :					
• A 1 an au plus					
• A plus d'1 an et 5 ans au plus		1 €			1 €
• A plus de 5 ans					
TOTAL		1 €			1 €
Montant pris en charge dans l'exercice		321 800 €			321 800 €
(¹) Frais d'acquisition inclus					
Échéance du contrat au 01/02/2023					

5 Informations diverses

5.1 Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	95	
Employés	68	
Ouvriers	67	
TOTAL	220	

5.2 Rémunérations des dirigeants

- Rémunérations allouées aux membres :
 - des organes d'administration : Néant
 - des organes de direction :
cette information n'est pas communiquée car elle reviendrait à donner une rémunération individuelle.
 - des organes de surveillance : Néant

5.3 Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Deloitte & Cie
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	52 000
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	52 000

3 D PLUS

Société par actions simplifiée au capital de 1.554.867 euros
Siège social : 408 rue Hélène Boucher –78530 Buc
402 523 088 RCS Versailles

PROJET D'AFFECTATION ET AFFECTATION DU RESULTAT EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2020

I. PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT

Rapport de gestion du Président :

« Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 octobre 2020, soit 14.228.730,04 €, en totalité au compte « Autres Réserves ».

Pour satisfaire aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les distributions de dividendes et de réserves suivantes ont été réalisées au titre des trois exercices précédant le dernier exercice clos :

Exercice	2016/2017	2017/2018	2018/2019
Dividende brut	-	-	-
Distribution exceptionnelle prélevée sur les réserves	8.500.000 €	8.435.000 €	5.250.000 €
Dont dividende brut ouvrant droit à abattement pour les personnes physiques	-	-	-

»

II. AFFECTATION DU RESULTAT

Procès-verbal des décisions de l'actionnaire unique du 29 janvier 2021 :

« L'actionnaire unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 octobre 2020, soit 14.228.730,04 euros, en totalité au compte Autres réserves.

L'actionnaire unique constate, pour satisfaire aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, que les distributions de dividendes et de réserves suivantes ont été réalisées au titre des trois exercices précédant le dernier exercice clos :

Exercice	2016/2017	2017/2018	2018/2019
Dividende brut	-	-	-
Distribution exceptionnelle prélevée sur les réserves	8.500.000 €	8.435.000 €	5.250.000 €
Dont dividende brut ouvrant droit à abattement pour les personnes physiques	-	-	-

»

Le Président
Pierre Maurice

✓